

Burundi : Les "Imbonerakure" plus forts que la Police et l'Administration ?

@rib News, 13/05/2014 SEQUESTRATION À DE DEUX À JOURNALISTES Serge NIBIZI ET Sonia ROLLEY : La milice Imbonerakure dévoile son commandant suprême ! Par Pancrace Cimpaye En date du 19 avril, le Président Nkurunziza a réuni le commandement de la milice Imbonerakure, au niveau national, dans sa province natale de Ngozi. Ceux qui doutaient de l'objet de cette rencontre viennent d'être éclairés par cette séquestration de deux journalistes Marangara. En effet dans la soirée de ce vendredi 9 Mai 2014, la journaliste de RFI Sonia Rolley et Serge Nibizi de la Radio Publique Africaine ont été arrêtés, séquestrés pendant plus de trois heures par une cohorte de miliciens Imbonerakura.

Les faits et gestes posés ce soir par les différents intervenants sont plus éloquents et confirment malheureusement que la menace d'une catastrophe devient de plus en plus évidente. A ce titre les tenants et les aboutissants de cette séquestration vient de prouver que la note du Bureau des Nations Unies à Bujumbura adressée à New York est prendre ses précautions. De la même manière la lettre de l'honorable Léonce Ngendakumana au Secrétaire Général des Nations Unies n'était pas une fausse alerte ! De ce fait les réactions des agissements de ce détachement des Imbonerakure sont les suivantes : Les Imbonerakure font la loi en lieu et place de l'autorité compétente. A ce niveau ils ont démontré qu'ils ont le droit d'arrêter qui ils veulent et quand ils veulent. Ils ont bloqué la route, par le coup la circulation routière. Un rôle d'État à la police ! Les Imbonerakure sont plus forts que la police, plus forts que l'administration. A cet effet ils ont refusé d'obtempérer aux ordres des deux gouverneurs de provinces, celui de Kirundo et de Ngozi. En outre ils ont refusé l'ordre du commissaire régional de la police qui commande pourtant les provinces de Kayanza, Kirundo, Ngozi et Muyinga. Malgré l'insistance de ces autorités, ces déchainés ont refusé de libérer les journalistes qui avaient pourtant déclaré leurs identités. Seul l'ordre du cabinet du Président de la République Nkurunziza a été entendu et exécuté. Ainsi le Conseiller Principal Chargé de la Presse et Communication du Président, Monsieur Willy Nyamitwe, qui agissait au nom du Président, a pu convaincre la milice et obtenir la libération des victimes. Au demeurant il y a des consignes claires ou un contrat qui lient le Président Nkurunziza et cette milice Imbonerakure. C'est dire qu'au cours de cette rencontre de Ngozi du 19 avril un modus operandi a été convenu entre les deux parties. Et ce jour ni les gouverneurs de provinces ni les commissaires régionaux de police n'étaient présents. En conséquence ils n'ont pas donné dans une matière qui leur échappe.

Doit-on comprendre que ce conclave de Ngozi a mis en place une administration parallèle et une police parallèle spéciales dévolues à la milice Imbonerakure qui ne répondent qu'aux seuls ordres du Président Nkurunziza ? D'évidence si parmi les victimes il n'y avait pas eu cette journaliste de RFI, Sonia Rolley, les journalistes seraient dans l'indifférence. Ni les gouverneurs de province ni le commissaire de police, encore moins le cabinet du Président Nkurunziza personne n'aurait bougé son petit doigt pour sauver les victimes des griffes de cette barbarie meurtrière. Et si les victimes étaient des militants de l'opposition, la sentence aurait été la même : la décapitation. C'est ce qui est survenu à Datus Nshimirimana un homme fort, proche du leader du FNL, Agathon Rwasa. Cet homme de l'ombre était un courroie de transmission entre Rwasa et les différentes factions du FNL. Un homme d'ouverture, un homme acquis à la cause d'un vaste rassemblement pour une alternance démocratique en 2015. Il a été assassiné dans la nuit. En tout état de cause la communauté internationale, au lieu de faire les cartons devrait plutôt se déployer au Burundi pour prévenir l'irréparable. Cette force dangereusement excessive qui est accordée à la milice Imbonerakura mènera indubitablement à une explosion. Cette déflagration fera mal au peuple burundais et coûtera cher à la communauté internationale. (S) Pancrace CIMPAYE.